



A la direction d'Air France,
à M. le Premier ministre,
au syndicat CGT d'Air France,

Déclaration du bureau de section de la CGT Finances Publiques des
Hauts-de-Seine

**Solidarité avec les salariés d'Air France : aucune sanction !
Retrait du plan de 2900 licenciements !**

Ce lundi 12 octobre la police a arrêté à leur domicile avant l'aube six salariés d'Air France.

Les salariés d'Air France, toutes catégories confondues, combattent le plan de démantèlement de leur entreprise et les 2900 suppressions d'emplois qui lui sont liées.

A Air France, la violence patronale, c'est 2900 emplois supprimés ! Des milliers de salariés licenciés, des milliers de familles plongées dans la misère du chômage.

En application de la "concurrence libre et non faussée", les directives de l'Union européenne ont brutalement imposé la dérégulation totale et la sortie des compagnies de transport aérien du service public. Air France a été en conséquence privatisée en 2004 et a depuis perdu 15 000 postes, dans une logique effrénée de financiarisation et de rémunération active des actionnaires.

La violence patronale et les exigences des actionnaires, c'est le mépris quotidien vis-à-vis des salarié(e)s et le chantage permanent au licenciement. La violence patronale c'est un plan de 5000 suppressions d'emplois à venir après 2017.

Le gouvernement Hollande-Valls -alors que l'Etat est actionnaire d'Air France- soutient la direction et le plan de démantèlement d'Air France plutôt que de répondre aux revendications des salariés et de leurs organisations syndicales.

Le 6 octobre, le Premier Ministre Valls déclare " Ces agissements sont l'œuvre de voyous".

On peut se poser la question :

- Il y a ceux qui défendent leur emploi, qui ne veulent pas basculer dans la misère, ceux qui défendent la pérennité de leur entreprise contre la logique financière des actionnaires.

- Il y a ceux qui privatisent, dérégulent à outrance, disloquent les droits des salariés, il y a le patronat et les spéculateurs qui licencient et le gouvernement qui les soutient activement.

Qui sont les véritables "Voyous" ?

Il y a trois semaines, le 23 septembre 2015, la CGT appelait à juste titre à une journée nationale de mobilisation pour la défense des droits syndicaux et des libertés syndicales.

**Réunie en bureau le 12 octobre, la section CGT Finances Publiques Hauts-de-Seine
-assure les salariés d'Air France de son soutien, dénonce la violence patronale et le
soutien du gouvernement à la violence du patronat d'Air France ;**

**- appuie les revendications des salariés d'Air France et de leurs organisations qui exigent le
retrait**

du plan de la direction et aucun licenciement ;

**- exige l'arrêt immédiat de toutes les sanctions et de toutes les poursuites contre les salariés
d'Air France qui combattent le plan social et défendent leur emploi.**

